

Berne, le 10 mars 1964.

-MC/vo

Note au Chef du Département La

Copie à: Monsieur L. Guisan, Conseiller aux Etats.

- Section Ouest
- Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, Berne.
- Ambassade de Suisse, Madrid.

Conférences en Suisse
de Julio Alvarez del Vayo,
ancien Ministre républicain espagnol.

L'Ambassadeur d'Espagne vient me voir au sujet de Julio Alvarez del Vayo. Les conférences qu'il a été autorisé à prononcer en Suisse ont un caractère nettement politique. D'autre part, elles sont tenues en langue espagnole et tendent manifestement à influencer les ouvriers espagnols travaillant en Suisse. Elles s'inscrivent dans l'action générale de propagande entreprise auprès de ceux-ci. Cette action continue à préoccuper les autorités espagnoles. Elles souhaiteraient que les autorités suisses y mettent fin. M. Alvarez del Vayo doit parler le 13 mars à Lausanne. L'Ambassadeur demande si cette conférence pourrait être interdite ou si tout au moins il serait possible de prescrire qu'elle ne soit pas tenue en langue espagnole. Alvarez del Vayo parle bien l'allemand et le français. Il n'y a donc pas de raison pour qu'il utilise l'espagnol lorsqu'il s'adresse à un auditoire suisse. Les sympathies communistes de del Vayo sont bien connues. Il a récemment écrit un livre à l'éloge de la Chine.

Je réponds que notre système libéral ne nous permet guère d'intervenir. Il me paraît exclu d'interdire la conférence que del Vayo doit prononcer à Lausanne après qu'il en ait

- 2 -

tenu d'autres à Zurich et à Bâle. Aucune disposition légale non plus ^{ne} nous autoriserait à interdire l'emploi de la langue espagnole. Le Département politique est lui-même d'avis qu'il n'est dans l'intérêt de personne de fomenter de l'agitation parmi les ouvriers espagnols. Mais, d'autre part, il ne faut pas non plus exagérer l'effet de propagande que peuvent avoir des conférences comme celles de del Vayo. Celle de Zurich s'est déroulée dans le calme et selon un rapport de police plusieurs personnes ont quitté la salle avant la fin. Les ouvriers espagnols ont suffisamment de bon sens pour se faire eux-mêmes une opinion sans qu'il soit nécessaire de les mettre à l'abri de ceux qui pourraient éventuellement fausser leur jugement. On n'a pas l'impression, jusqu'à maintenant, que les ouvriers espagnols, d'une façon générale, aient été dangereusement contaminés par ce qu'ils ont entendu en Suisse. Il ne faut pas oublier qu'ils y voient et entendent également d'autres choses qui les éloignent du communisme.

L'Ambassadeur d'Espagne n'entend pas dramatiser les choses et reconnaît que les ouvriers espagnols en Suisse demeurent très raisonnables. Néanmoins, "l'Opération retour" existe et les autorités espagnoles ne peuvent fermer les yeux sur elle. Dans le canton de Vaud en particulier, il semble que l'on cherche à "travailler" les ouvriers espagnols. A Lausanne, des inscriptions "Franco assassin" sont demeurées sur les murs pendant des semaines avant d'être effacées. Si cela devait s'accroître, l'Ambassade d'Espagne serait obligé de recommander aux autorités de Madrid d'être réservées dans l'octroi de permis de sortie à des ouvriers voulant se rendre dans le canton de Vaud. L'Ambassadeur me demande si je pourrais au moins prier les autorités vaudaises de faire des recommandations aux organisateurs de la conférence du 13 mars pour que del Vayo s'en tienne strictement aux conditions qui ont été posées lorsqu'il a reçu

- 3 -

l'autorisation de parler, à savoir qu'il devrait s'abstenir d'attaques contre le Chef d'Etat espagnol ainsi que son gouvernement et qu'il devrait tenir compte de la position de neutralité de la Suisse qui, en outre, entretient des relations diplomatiques normales avec l'Espagne.

Je promets à l'Ambassadeur d'Espagne de parler dans ce sens à M. Guisan, Chef du Département vaudois de Justice et Police.

Micheli .